

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2017/12844]

24 MAI 2017. — Décret portant diverses mesures techniques et organisationnelles en matière d'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 4bis, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1, les mots « ou artistique » sont ajoutés entre les mots « enseignement technique » et « de transition »;
- les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« En région de langue française, l'élève inscrit au 2e degré de l'enseignement secondaire général, technique et artistique de transition peut être dispensé par le conseil de classe de suivre le cours de langue moderne I.

L'établissement concerné tient à la disposition des services du Gouvernement le procès-verbal de la délibération du conseil de classe, qui comprend la motivation de cette dispense.

L'élève dispensé du cours de langue moderne I en application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 précitée ou de l'alinéa 3 est tenu de suivre un cours de langue moderne II à 4 périodes en remplacement, ainsi qu'une autre option de base simple à 4 périodes, sauf s'il suit le cours de sciences de la formation commune à 5 périodes. ».

Art. 2. Dans la loi du 19 juillet 1971 précitée, à l'article 4bis, § 4, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1, les mots « ou artistique » sont ajoutés entre les mots « et technique » et « de transition »;
- l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« En région de langue française, l'élève inscrit au 3ème degré de l'enseignement secondaire général, technique et artistique de transition peut être dispensé par le conseil de classe de suivre le cours de langue moderne I.

L'établissement concerné tient à la disposition des services du Gouvernement le procès-verbal de la délibération du conseil de classe, qui comprend la motivation de cette dispense.

L'élève dispensé du cours de langue moderne I en application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 précitée ou de l'alinéa précédent est tenu de suivre un cours de langue moderne II ou III à 4 périodes en remplacement du cours de langue moderne I. ».

Art. 3. Dans la loi du 19 juillet 1971 précitée, à l'article 4ter, § 2, dernier alinéa, les mots « les conditions prévues à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « les dispositions prévues à l'article 107, alinéas 3 à 5 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

Art. 4. Dans la même loi, à l'article 4ter, § 3, dernier alinéa, les mots « les conditions prévues à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « les dispositions prévues à l'article 107, alinéas 3 à 5 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.

Art. 5. Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 2, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« Par dérogation au premier alinéa, dans les établissements d'enseignement secondaire en création, les emplois visés par le présent arrêté sont calculés en fonction du nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre pendant la durée du processus de création fixé en application de l'article 6, § 2, alinéa 6, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Néanmoins, si la norme de création de l'établissement est atteinte avant le terme du processus de création, la règle prévue à l'alinéa premier s'applique à nouveau pour la fixation de ces emplois. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Art. 6. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 1^{er}, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

- le 1^o est supprimé et le 3^o devient le nouveau 1^o;

- au nouveau 1^o, les mots « conformément aux conditions prévues à l'article 50 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions prévues à l'article 107, alinéas 3 à 5 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

Art. 7. Dans le même arrêté royal, l'article 5, § 7, alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique de transition, les périodes d'enseignement organisées en collaboration avec un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit constituent une option de base groupée qui n'est pas soumise à la programmation.

Les établissements qui envisagent d'ouvrir cette option de base groupée en avertissent au préalable le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat*

Art. 8. Dans l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, à l'article 1, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- au 1°, les mots « ou spécialisé » sont insérés entre les mots « secondaire ordinaire » et « ou d'enseignement supérieur »;

- au 2°, les mots « ou spécialisé » sont ajoutés après les mots « secondaire ordinaire ».

Art. 9. Dans le même arrêté, à l'article 3, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- au 2°, les mots « , et qui disposent d'équipements adaptés si l'internat accueille un ou plusieurs élèves de l'enseignement spécialisé » sont ajoutés après les mots « d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité »;

- au 6°, les mots « et apte à encadrer des élèves à besoins spécifiques, si l'internat accueille un ou plusieurs élèves de l'enseignement spécialisé » sont ajoutés après les mots « la santé des élèves ».

Art. 10. Dans le même arrêté, à l'article 4, § 2, d), les mots « et ceux de l'enseignement spécial » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

Art. 11. Dans le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, l'article 2*quinquies*, § 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

« L'admission aux subventions de nouvelles options de base groupées est automatiquement examinée par les Services du Gouvernement, au terme du processus de programmation. Les Services du Gouvernement examinent également automatiquement l'admission aux subventions en cas de dédoublement d'une option de base groupée qui est déjà organisée dans l'enseignement de plein exercice, ainsi qu'en cas de délégation d'une option de base groupée, visée à l'alinéa 4 ».

Art. 12. Dans le même décret, à l'article 4, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« L'établissement de plein exercice qui souhaite mettre fin à sa coopération avec un Centre d'éducation et de formation en alternance et devenir coopérant d'un autre CEFA de son caractère dans la zone où il a son siège en avertit les Services du Gouvernement ».

Art. 13. Dans le même décret, à l'article 14, § 2/1, les mots « l'article 2, § 2, 4° et 7° » sont remplacés par les mots « l'article 3, §§ 3 et 6 ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un article 15*bis*, rédigé comme suit :

« Les opérations internes au calcul des nombres intermédiaires des périodes-professeurs et des périodes d'accompagnement se font en négligeant la troisième décimale. Le nombre intermédiaire est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas ».

Art. 15. Dans le même décret, l'article 18, alinéa 2, est complété comme suit :

« Lorsqu'un établissement de plein exercice devient coopérant d'un autre Centre d'éducation et de formation en alternance, les élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans cet établissement coopérant sont soustraits du calcul relatif au CEFA avec lequel il a été mis fin à la coopération et ajoutés dans le calcul relatif au CEFA avec lequel la coopération a été actée ou autorisée, selon le cas ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 16. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 15/1, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 2, § 2, 4° et 7° » sont remplacés par les mots « l'article 3, §§ 3 et 6 ».

Art. 17. Dans le même décret, à l'article 21*quinquies*, § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Pour fixer le nombre d'emplois de chef d'atelier ou de chef de travaux d'atelier, les nombres d'élèves visés sont affectés d'un coefficient. Celui-ci est l'unité dans la deuxième année du premier degré différencié, dans la troisième année de différenciation et d'orientation, ainsi que dans l'enseignement technique et professionnel - y compris la 7ème professionnelle de type C, quel que soit le secteur -, sauf :

1° dans l'enseignement professionnel du secteur « industrie », où il est fixé à 1,5;

2° dans l'enseignement professionnel des secteurs « construction » et « hôtellerie-alimentation » où il est fixé à 1,4;

3° dans l'enseignement professionnel du secteur « agronomie », où il est fixé à 1,3;

4° dans l'enseignement professionnel du secteur « habillement » et du groupe « soins de beauté » dans le secteur « services aux personnes », où il est de 1,2;

5° dans l'enseignement technique et professionnel des secteurs « économie » et « sciences appliquées », où il est de 0,2;

6° dans l'enseignement technique et professionnel du secteur « services aux personnes » - à l'exception, dans l'enseignement professionnel, du groupe « soins de beauté » -, où il est de 0,5;

7° dans l'enseignement technique et professionnel des groupes « arts décoratifs » et « audiovisuel » du secteur « arts appliqués », où il est de 0,2;

8° dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, où il est de 0,5;

9° dans l'enseignement artistique, où il est de 0,5;

10° dans l'enseignement technique et professionnel du secteur « arts appliqués », groupe « orfèvrerie », où il est de 0,5;

11° dans l'enseignement technique du secteur « beaux-arts », où il est de 0,5;

12° dans l'enseignement technique de transition des secteurs « hôtellerie-alimentation », « habillement et textile », « arts appliqués », « économie », « services aux personnes » et « sciences appliquées », où il est de 0;

13° dans l'enseignement professionnel du secteur « beaux-arts », où il est de 0. »

Art. 18. Dans le même décret, à l'article 25, il est ajouté un 5e alinéa, rédigé comme suit :

« L'admission aux subventions de nouvelles options de base groupées dans l'enseignement secondaire technique, artistique et professionnel est automatiquement examinée par les Services du Gouvernement au terme du processus de programmation ».

CHAPITRE VII. — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire

Art. 19. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire, l'article 1^{er} est abrogé.

CHAPITRE VIII. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 20. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées à l'article 79/8, § 1^{er} :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « dès le premier jour ouvrable scolaire qui suit le congé de carnaval » sont remplacés par les mots « dès le deuxième lundi ouvrable scolaire de février » et les mots « sans compter le congé de détente » sont insérés après les mots « des demandes d'inscription de trois semaines »;

2° A l'alinéa 2, les mots « de la 3^{ème} semaine » sont remplacés par les mots « de la 2^{ème} semaine ».

CHAPITRE IX. — Dispositions modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 21. Dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées à l'article 4, § 3 :

1° A l'alinéa 1^{er}, 3°, à la suite des mots « les accompagnements des cours visés aux 1° et 2° », le point final est remplacé par un point-virgule;

2° A l'alinéa 1^{er}, un 4^o est ajouté, rédigé comme suit :

« 4° la remédiation. »;

3° A l'alinéa 2, les mots « et de la remédiation visée au 4° » sont ajoutés après les mots « de l'accompagnement visé au 3° ».

4° A l'alinéa 3, les mots « et les accompagnements qu'il organise » sont remplacés par les mots « , les accompagnements et la remédiation qu'il organise »;

Art. 22. Dans le même décret, à l'article 6, les mots « les cours artistiques complémentaires et les accompagnements » sont remplacés par les mots « les cours artistiques complémentaires, les accompagnements et la remédiation ».

Art. 23. Dans le même décret, à l'article 12, il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. La remédiation n'est pas prise en compte dans la durée minimale hebdomadaire de fréquentation des cours ».

Art. 24. Dans le même décret, à l'article 20, alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par un nouveau 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o du choix de l'utilisation des dotations, conformément à l'article 34; ».

Art. 25. Dans le même décret, l'article 21, alinéa 2, 2^o, a) est remplacé par ce qui suit :

« a) soit en imposant aux élèves qui ne maîtrisent pas certaines connaissances préalables requises ou qui éprouvent des difficultés au début ou en cours de formation de fréquenter :

- des cours complémentaires dont la nature et la durée sont fixées dans les limites prévues par le présent décret et en fonction des périodes de cours subventionnables disponibles;

- de manière ponctuelle, la remédiation dont la nature est fixée dans les limites prévues par le présent décret et en fonction des périodes de cours subventionnables disponibles; ».

Art. 26. Dans le même décret, à l'article 22, alinéa 1^{er}, il est ajouté un 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o s'il échoue, les règles d'organisation de la remédiation ».

Art. 27. Dans le même décret, à l'article 23, les mots « visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 juin 1984 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 5, § 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 ».

Art. 28. Dans le même décret, il est inséré un article 59bis, rédigé comme suit :

« Article 59bis. § 1^{er}. Sur avis de l'assemblée générale du Conseil des études visée à l'article 19, les charges de remédiation sont déterminées par chaque Pouvoir organisateur concerné dans les limites des dotations de périodes de cours prévues aux articles 30, 31, 35 et 37.

§ 2. Un professeur chargé de la remédiation dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est un membre du personnel soumis aux dispositions statutaires applicables aux catégories des personnels de l'enseignement.

La remédiation est intégrée à l'horaire des enseignants dans les fonctions, visées à l'article 51, qu'ils exercent.

§ 3. Dans un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le nombre de périodes de cours attribué annuellement par domaine à la remédiation est limité à deux périodes hebdomadaires par tranche entamée de 500 élèves inscrits dans le domaine concerné ».

CHAPITRE X. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 29. A l'article 11, § 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les mots « à un maître de philosophie et de citoyenneté, » sont insérés entre les mots « à un maître de langue moderne, » et les mots « à un maître d'adaptation et de soutien pédagogique ».

**CHAPITRE XI. — Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006
relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire**

Art. 30. Dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, à l'article 10, § 3, 1^o, les mots « les périodes d'enseignement artistique visées à l'article 1^{er}, § 3, 1^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité ou » sont supprimés.

Art. 31. Dans le même décret, l'article 28, § 1^{er}, 1^o, a) est complété par les mots suivants : « en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2C proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis, ».

**CHAPITRE XII. — Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2006
portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente**

Art. 32. Dans le décret du 20 juillet 2006, l'article 35 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 35. Sont admis aux examens du certificat d'aptitudes pédagogiques, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1^o Etre de conduite irréprochable;

2^o Jouir des droits civils et politiques;

3^o Etre porteur d'un titre faisant foi d'une compétence disciplinaire à l'adjonction duquel le certificat d'aptitudes pédagogiques permet d'être porteur d'un titre de capacité à l'exercice d'une ou plusieurs fonctions telles que définies par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ou être détenteur d'une reconnaissance de neuf années d'expérience utile dans un métier en rapport avec la (les) discipline(s) à enseigner et qui permet d'accéder à une fonction de recrutement dans l'enseignement »;

CHAPITRE XIII. — Entrée en vigueur

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sauf l'article 32 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2016, et les articles 5, 8 à 10, et 20, qui entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°447-1. – Rapport 447-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 mai 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/12844]

24 MEI 2017. — Decreet houdende verschillende technische et organisatiemaatregelen inzake onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftiging hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 juli 1971
betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs**

Artikel 1. In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 4bis, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het eerste lid, worden de woorden "of artistiek" ingevoegd tussen de woorden "technisch" en het woord "doorstromingsonderwijs";

- het derde lid en het vierde lid worden vervangen door de volgende leden :

"In het Franse taalgebied, kan de leerling die in de 2^e graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch en artistiek secundair doorstromingsonderwijs ingeschreven is, door de klassenraad ervan worden vrijgesteld de cursus moderne taal I te volgen."

De betrokken inrichting stelt de diensten van de Regering het proces-verbaal van de beraadslaging van de klassenraad ter beschikking, die de redenen voor die vrijstelling inhoudt.

De leerling die van de cursus moderne taal I wordt vrijgesteld met toepassing van artikel 12 van de voormelde wet van 30 juli 1963 of van het derde lid, moet een cursus moderne taal II met 4 lestijden ter vervanging volgen, alsook een andere gewone basisoptie met 4 lestijden, behalve als hij de cursus wetenschappen gemeenschappelijke opleiding met 5 lestijden volgt.”.

Art. 2. In de voormelde wet van 19 juli 1971, in artikel 4bis, § 4, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het eerste lid, worden de woorden “of artistiek” ingevoegd tussen de woorden “technisch” en het woord “doorstromingsonderwijs”;

- het tweede lid wordt vervangen door de volgende leden :

“In het Franse taalgebied, kan de leerling die in de 3^e graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch en artistiek secundair doorstromingsonderwijs ingeschreven is, door de klassenraad ervan worden vrijgesteld de cursus moderne taal I te volgen.”.

De betrokken inrichting stelt de diensten van de Regering het proces-verbaal van de beraadslaging van de klassenraad ter beschikking, die de redenen voor die vrijstelling inhoudt.

De leerling die van de cursus moderne taal I wordt vrijgesteld met toepassing van artikel 12 van de voormelde wet van 30 juli 1963 of van het vorige lid, moet een cursus moderne taal II of III met 4 lestijden ter vervanging van de cursus moderne taal I volgen.”.

Art. 3. In de voormelde wet van 19 juli 1971, in artikel 4ter, § 2, laatste lid, worden de woorden “de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap” worden vervangen door de woorden “de voorwaarden bepaald bij artikel 107, derde lid tot vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ”.

Art. 4. In dezelfde wet, in artikel 4ter, § 3, laatste lid, worden de woorden “de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “de voorwaarden bepaald bij artikel 107, derde lid tot vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ”.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersonnel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs

Art. 5. In het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersonnel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, in artikel 2, wordt tussen het tweede lid en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, in de inrichtingen voor secundair onderwijs in oprichting, worden de bij dit besluit bedoelde betrekkingen berekend op grond van het aantal leerlingen die op 1 oktober regelmatig ingeschreven zijn gedurende de duur van het oprichtingsproces, vastgesteld met toepassing van artikel 6, § 2, zesde lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. Indien de norm voor de oprichting van de inrichting vóór het einde van het oprichtingsproces echter bereikt is, is de in het eerste lid bepaalde regel opnieuw van toepassing voor de vaststelling van die betrekkingen.”.

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984
betreffende de organisatie van het secundair onderwijs**

Art. 6. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 1, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° wordt afgeschaft en 3° wordt opnieuw 1°;

- in het nieuwe punt 1°, worden de woorden “overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “de voorwaarden bepaald bij artikel 107, derde lid tot vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ”.

Art. 7. In hetzelfde koninklijk besluit, wordt artikel 5, § 7, tweede lid, vervangen door de volgende leden :

“In de tweede en derde graad van het technisch doorstromingsonderwijs, maken de onderwijslestijden die worden georganiseerd met de medewerking van een onderwijs voor kunstsecundair onderwijs met volledig leerplan een gegroepeerde basisoptie uit die niet voor programmatie in aanmerking komt.

De inrichtingen die deze gegroepeerde basisoptie willen openen, brengen daar de algemene overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs op de hoogte van.”.

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986
houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde gesubsidieerde onderwijs**

Art. 8. In het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde gesubsidieerde onderwijs, in artikel 1, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in 1°, worden de woorden “of gespecialiseerd” ingevoegd tussen de woorden “gewoon secundair” en “of hoger onderwijs”;

- in 2°, worden de woorden “of gespecialiseerd onderwijs” na de woorden “gewoon secundair onderwijs” toegevoegd.

Art. 9. In hetzelfde besluit, in artikel 3, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in 2°, worden de woorden “en die beschikken over een aangepaste uitrusting, indien het internaat één of meer leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs opneemt” in fine toegevoegd;

- in 6°, worden de woorden "en dat leerlingen met een specifieke behoefte kunnen begeleiden, indien het internaat één of meer leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs opneemt" in fine toegevoegd.

Art. 10. In hetzelfde besluit, in artikel 4, § 2, d), worden de woorden "en die van het buitengewoon onderwijs" geschrapt.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs

Art. 11. In het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, wordt artikel 2^{quinquies}, § 1, aangevuld met het volgende lid :

"Op het einde van het programmatieproces onderzoeken de diensten van de Regering automatisch of nieuwe gegroepeerde basisopties voor subsidies in aanmerking kunnen komen. De diensten van de Regering onderzoeken eveneens automatisch of een gegroepeerde basisoptie die reeds in het onderwijs met volledig leerplan georganiseerd is, voor subsidies in aanmerking kan komen, als ze in tweeeën wordt gesplitst, en in geval van delegatie van een in het vierde lid bedoelde gegroepeerde basisoptie".

Art. 12. In hetzelfde decreet, in artikel 4, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid :

"De inrichting met volledig leerplan die een einde wil maken aan haar samenwerking met een centrum voor alternerend onderwijs en vorming en een samenwerking wil ondernemen met een ander centrum voor alternerend onderwijs en vorming met hetzelfde karakter in de zone waar haar zetel gevestigd is, brengt daar de diensten van de Regering op de hoogte van".

Art. 13. In hetzelfde decreet, in artikel 14, § 2/1, worden de woorden "artikel 2, § 2, 4° en 7°" vervangen door de woorden "artikel 3, §§ 3 en 6".

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel 15 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"De berekeningen die geschieden binnen de berekening van de tussencijfers van de lestijden-leraar en de lestijden voor begeleiding worden verricht met uitsluiting van de derde decimaal. Het tussencijfer wordt afgerond naar de hogere eenheid indien de eerste decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5, naar de lagere eenheid in de andere gevallen".

Art. 15. In hetzelfde decreet, wordt artikel 18, tweede lid, aangevuld als volgt :

"Wanneer een inrichting met volledig leerplan een samenwerking ondernemt met een ander centrum voor alternerend onderwijs en vorming, worden de leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar in die samenwerkende inrichting ingeschreven zijn, ontrokken uit de berekening betreffende het centrum voor alternerend onderwijs en vorming aan de samenwerking waarmee een einde werd gemaakt, en toegevoegd in de berekening betreffende het centrum voor alternerend onderwijs en vorming waarmee de samenwerking bij akte werd vastgesteld of toegelaten, naar gelang van het geval.".

**HOOFDSTUK VI. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 29 juli 1992
houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan**

Art. 16. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, in artikel 15/1, eerste lid, worden de woorden "artikel 2, § 2, 4° en 7°" vervangen door de woorden "artikel 3, §§ 3 en 6".

Art. 17. In hetzelfde decreet, in artikel 21^{quinquies}, § 2, wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

"§ 2. Om het aantal betrekkingen van werkmeester of van werkplaatsleider te bepalen, worden bedoelde aantalen leerlingen voorzien van een coëfficiënt. Deze coëfficiënt is de eenheid in het tweede jaar van de eerste gedifferentieerde graad, in het derde jaar differentiatie en oriëntatie, alsook in het technisch en beroepsonderwijs – met inbegrip van het 7^{de} beroepsjaar van type C, ongeacht de sectoren -, behoudens :

1° in het beroepsonderwijs van de sector « nijverheid », waar deze op 1,5 staat;

2° in het beroepsonderwijs van de sectoren « bouwkunde » en « hotelbedrijf-voeding », waar deze op 1,4 staat;

3° in het beroepsonderwijs van de sector « landbouwkunde », waar deze op 1,3 staat;

4° in het beroepsonderwijs van de sector « kleding » en de groep « schoonheidszorg » in de sector « dienstverlening aan personen », waar deze op 1,2 staat;

5° in het technisch en beroepsonderwijs van de sectoren « economie » en « toegepaste wetenschappen », waar deze op 0,2 staat;

6° in het technisch en beroepsonderwijs van de sectoren « dienstverlening aan personen » — met uitzondering van, in het beroepsonderwijs, de groep « schoonheidszorg » —, waar deze op 0,5 staat;

7° in het technisch en beroepsonderwijs voor de groepen "decoratieve kunsten" en de groep van de audiovisuele kunsten" van de sector « toegepaste kunsten » —, waar deze op 0,2 staat;

8° in het aanvullend secundair beroepsonderwijs, waar deze op 0,5 staat;

9° in het kunsonderwijs, waar deze op 0,5 staat;

10° in het technisch en beroepsonderwijs van de sector « toegepaste kunsten » — groep « goudsmederij », waar deze op 0,5 staat;

11° in het technisch onderwijs van de sector "schone kunsten", waar deze op 0,5 staat;

12° in het technisch doorstromingsonderwijs van de sectoren "hotelbedrijf – voeding", "kledingbedrijf en textiel", "toegepaste kunsten", "economie", "dienstverlening aan personen" en "toegepaste kunsten", waar deze op 0 staat;

13° in het beroepsonderwijs van de sector "schone kunsten", waar deze op 0 staat."

Art. 18. In hetzelfde decreet, in artikel 25, wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De toelating tot de subsidies van nieuwe gegroepeerde basisopties in het technisch, kunst- en beroepssecundair onderwijs wordt automatisch onderzocht door de Diensten van de Regering op het einde van het programmeringsproces.".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs*

Art. 19. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs, wordt artikel 1 opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 20. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden in artikel 79/8, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "Sedert de eerste schoolwerkdag die volgt op de krokusvakantie vóór het schooljaar dat voor een inschrijving in aanmerking komt, opent het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting een fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen die drie weken duurt." vervangen door de woorden "Sedert de tweede maandag van de maand februari vóór het schooljaar dat voor een inschrijving in aanmerking komt, opent het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting een fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen die drie weken duurt zonder rekening te houden met het ontspanningsverlof";

2° in het tweede lid, worden de woorden "van de derde week" vervangen door de woorden "van de tweede week".

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 21. In het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen in artikel 4, § 3 aangebracht :

1° in artikel 1, 3°, worden de woorden "de begeleiding van de in 1° en 2° bedoelde leergangen." vervangen door de woorden "de begeleiding van de in 1° en 2° bedoelde leergangen";;

2° in het eerste lid, wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt :

"4° de remediëring.";

3° in het tweede lid, worden de woorden "voor de in 3° bedoelde begeleiding" vervangen door de woorden "voor de in 3° bedoelde begeleiding en de remediëring bedoeld bij punt 4°";

4° in het derde lid, worden de woorden "en de begeleiding die zij organiseert" vervangen door de woorden ", de begeleiding en de remediëring die zij organiseert".

Art. 22. In hetzelfde decreet, in artikel 6, worden de woorden "de aanvullende artistieke leergangen en de begeleiding" vervangen door de woorden "de aanvullende artistieke leergangen, de begeleiding en de remediëring".

Art. 23. In hetzelfde decreet, bij artikel 12, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 5. De remediëring wordt niet in aanmerking genomen in de minimale wekelijkse duur van het schoolbezoek".

Art. 24. In hetzelfde besluit, in artikel 20, eerste lid, wordt het punt 4° vervangen door een nieuw punt 4°, luidend als volgt :

"4° de keuze van het bij artikel 34 bepaalde gebruik van de dotaties";.

Art. 25. In hetzelfde decreet, wordt artikel 21, tweede lid, 2°, a), vervangen door hetgeen volgt :

"a) ofwel door de leerlingen die een vooraf vereiste kennis niet beheersen of die moeilijkheden kennen in het begin of tijdens de opleiding, te verplichten :

- aanvullende leergangen te volgen waarvan de aard en de duur bepaald worden binnen de perken bedoeld bij dit decreet en volgens de vrijgekomen lestijden waarvoor subsidies kunnen bekomen worden;

- volgens de behoeften, de remediëring waarvan de aard bepaald wordt binnen de perken vastgesteld bij dit besluit en volgens de vrijgekomen lestijden waarvoor subsidies kunnen bekomen worden";.

Art. 26. In hetzelfde besluit, in artikel 22, eerste lid, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

"6° desgevallend, de regels voor de organisatie van de remediëring".

Art. 27. In hetzelfde decreet, in artikel 23, worden de woorden "bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984" vervangen door de woorden "bedoeld bij artikel 5, § 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984".

Art. 28. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 59bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 59bis. § 1. Op advies van de bij artikel 19 bedoelde algemene vergadering van de Studieraad worden de opdrachten van remediëring door elke betrokken Inrichtende Macht bepaald binnen de perken van de in de artikelen 30, 31, 35 en 37 bedoelde dotaties met lestijden.

§ 2. Een leraar belast met remediëring in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan is een personeelslid dat onderworpen is aan de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op de categorieën van het onderwijspersoneel.

De remediëring wordt inbegrepen in de uurregeling van de leraren in de ambten, bedoeld bij artikel 51, die ze uitoefenen.

§ 3. In een inrichting voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan wordt het aantal lestijden die jaarlijks aan de remediëring per gebied worden toegewezen, beperkt tot twee wekelijkse lestijden per begonnen schijf van 500 leerlingen ingeschreven voor het betrokken gebied.".

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 29. In artikel 11, § 1, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de woorden “Alle lessen van het lesrooster worden, overeenkomstig de artikelen 10 en 18 tot 21, naargelang het geval, toegekend aan een titularis, aan een leermeester lichamelijke opvoeding, aan een leermeester moderne talen, aan een taak- en pedagogische steunleraar, aan een leermeester zedenleer of aan een leermeester godsdienst.” vervangen door de woorden “Alle lessen van het lesrooster worden, overeenkomstig de artikelen 10 en 18 tot 21, afhankelijk van het geval, toegekend aan een titularis, aan een leermeester lichamelijke opvoeding, aan een leermeester moderne talen, aan een leermeester filosofie en burgerzin, aan een taak- en pedagogische steunleraar, aan een leermeester zedenleer of aan een leermeester godsdienst”.

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 30. In het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, in artikel 10, § 3, 1°, worden de woorden “de lestijden kunsonderwijs bedoeld bij artikel 1, § 3, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984 of” geschrapt.

Art. 31. In hetzelfde decreet, wordt artikel 28, § 1, 1°, a) aangevuld met de volgende woorden : “in dat geval, vermeldt het verslag dat de Klassenraad 2C een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis.”.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding*

Art. 32. In het decreet van 20 juli 2006, wordt artikel 35 vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 35. Worden toegelaten tot de examens voor het getuigschrift van pedagogische bekwaamheden, de kandidaten die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° van onberispelijk gedrag zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat het bewijs levert van een vakbekwaamheid en tegelijk houder zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, waardoor hij houder kan zijn van een bekwaamheidsbewijs voor het uitoefenen van één of meerdere ambten zoals bedoeld bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs of houder zijn van een erkenning van negen jaar nuttige ervaring in een beroep in verband met het(de) te onderwijzen vak(ken) en de toegang toelaat tot een wervingsambt in het onderwijs”.

HOOFDSTUK XIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 33. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behoudens artikel 32, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2016, en de artikelen 5, 8 tot 10, en 20, die op 1 september 2017 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2017;

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 447-1. Verslag, nr. 447-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 mei 2017.